

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Nicolas-Sarkozy-VRP-du-lobby>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez

vous > Revue "Sortir du nucléaire" > Sortir du nucléaire n°24 > **Nicolas Sarkozy, VRP du lobby nucléaire !**

1er juin 2004

Nicolas Sarkozy, VRP du lobby nucléaire !

Les entreprises du lobby nucléaire français, Areva et EDF, n'auront donc mis que quelques jours pour obtenir l'allégeance du nouveau ministre de l'économie Nicolas Sarkozy : dans sa déclaration sur l'énergie, jeudi 15 avril à l'Assemblée nationale, celui-ci a annoncé la construction du réacteur nucléaire EPR. Pour tenter de justifier ce nouveau coup de force pro-nucléaire, le ministre de l'Economie a avancé quelques arguments dénués de fondements ou de justification.

Ainsi, M. Sarkozy décrète que la France produira 25% de richesses en plus dans 10 ans et deux fois plus qu'actuellement dans 30 ans. C'est le mythe de la croissance infinie dans toute sa splendeur, aussi irréaliste qu'immoral, car la seule porte de sortie pour l'humanité est que les pays riches réduisent fortement leur consommation énergétique. M. Chirac a lui-même déclaré au sommet mondial de Johannesburg (septembre 2002) : « Si l'humanité entière se comportait comme les pays du Nord, il faudrait deux planètes supplémentaires pour faire face aux besoins. ». Quant aux prévisions, elles ont déjà été scandaleusement manipulées pour justifier le choix du nucléaire : en 1976, la consommation électrique française pour 1997 était estimée à 1600 TWh, elle fut en réalité de 387 TWh !

Nucléaire : des mérites usurpés

Trente ans plus tard, pour faire face à la consommation énergétique qu'il a lui-même arbitrairement fixée, M. Sarkozy propose encore le nucléaire, en lui attribuant des mérites usurpés. Ainsi, l'atome donnerait à la France un taux d'indépendance énergétique de 50%. En réalité, il s'agit de 36%, dont seulement 22% dus au nucléaire(*)... à condition d'oublier que tout l'uranium qui « nourrit » nos centrales est importé ! En fin de compte, la France est aussi dépendante avec le nucléaire qu'avec le pétrole.

M. Sarkozy prétend aussi que le nucléaire produit une électricité 10% moins chère que la moyenne européenne pour les ménages. Or, l'utilisateur d'EDF est victime d'une mystification :

- il finance le nucléaire par l'impôt depuis plus de 50 ans ;

- la Cour des comptes a montré (rapport public 1998) que le démantèlement des centrales nucléaires et la gestion des déchets nucléaires n'étaient pas financés. Qui va payer ? Et quel en sera le prix réel ?

Ces sommes immenses ne figurent pas sur les factures EDF, ce qui permet à M. Sarkozy de prétendre que notre électricité est bon marché.

Autre vertu supposée du nucléaire : il permettrait de lutter contre le réchauffement climatique. Mais, à quoi bon rejeter moins de CO2 si c'est pour contaminer la planète avec le nucléaire ? En quoi la peste nucléaire serait-elle préférable au choléra CO2 ? Par ailleurs, M. Sarkozy oublie deux enseignements majeurs de la canicule de l'été 2003 :

- les 58 réacteurs nucléaires de la France ne l'ont pas protégée du réchauffement climatique !

- le fonctionnement des réacteurs nucléaires français a été fortement perturbé pendant la sécheresse : réacteurs arrosés par EDF, production de nombreux réacteurs réduite voire stoppée, rejets radioactifs et chimiques illégaux dans les rivières, etc.) Pour éviter la pénurie, on a multiplié les risques et les importations massives d'électricité, scellant l'échec de la France nucléaire. En annonçant (à juste titre) de nouvelles canicules, M. Sarkozy devrait lancer simultanément un plan de sortie du nucléaire afin de ne pas mettre la France en situation de pénurie !

Il se trouve que les solutions pour sortir du nucléaire sont aussi celles qui permettraient de lutter réellement contre le réchauffement climatique : une politique extrêmement ambitieuse d'économies d'énergie (dans les pays riches), d'efficacité énergétique et de développement des énergies renouvelables. Mais ce serait totalement contradictoire avec le projet libéral, qui nécessite toujours plus de croissance, de production, de consommation... et de profits pour les compagnies.

M. Sarkozy tente aussi de faire la promotion du réacteur EPR, qui serait 10 fois plus sûr, 10% moins cher et produirait 15 à 30% de déchets en moins. Cela fait frémir : les réacteurs actuels sont donc 10 fois plus dangereux ! Quant aux déchets nucléaires produits par l'EPR, ils seraient quand même en grande quantité, ils viendraient s'ajouter à ceux déjà existants et seraient eux aussi légués aux générations futures. Il n'y a là aucun progrès.

Sur la méthode, M. Sarkozy est aussi très explicite : « L'énergie, ce sont des choix qui concernent tout le monde, et qui doivent donc être compris ». La population doit « comprendre » les choix... mais ce n'est pas elle qui doit les faire ! Alors, pour faire passer la pilule, M. Sarkozy utilise en particulier deux subterfuges :

- des effets d'annonce concernant les économies d'énergie et les énergies renouvelables. Mais aucun financement n'est prévu... à part trois milliards d'euros au minimum pour construire l'EPR !

- une loi sur « l'information et la transparence nucléaire » que le Sénat devra examiner avant l'été. Ce sont donc encore des élus pro-nucléaires qui seront chargés de faire la transparence... à leur façon.

Un pavé dans la vitrine des très pro-nucléaires syndicats d'EDF

Dans la deuxième partie de sa déclaration, le ministre de l'Économie a abordé l'avenir d'EDF (et de GDF). L'ouverture du capital est jugée « indispensable pour que ces entreprises puissent investir en Europe mais aussi en France, dans l'EPR... ». Voilà un pavé dans la vitrine des très pro-nucléaires syndicats de salariés d'EDF : la casse de leur statut est nécessaire pour financer le nouveau réacteur. Pour sauver EDF de la privatisation, il est grand temps que ces syndicats, ou du moins leurs adhérents, rejoignent la lutte antinucléaire !

Enfin, M. Sarkozy a lancé un vibrant appel à la convergence progressive des politiques énergétiques européennes vers un modèle commun. Bien entendu, c'est le nucléaire que le ministre de l'Économie voudrait voir généralisé en Europe : « Chaque pays doit engager sérieusement le débat sur l'énergie nucléaire ».

Que M. Sarkozy se rassure, cela a été fait dans la plupart des pays, et presque unanimement les conclusions sont défavorables au nucléaire. L'Allemagne, la Belgique et la Suède ont décidé de sortir du nucléaire, la Grande-Bretagne vise une baisse de 60% des émissions de gaz à effet de serre sans recours au nucléaire (les centrales britanniques fermeront en fin de vie et ne seront pas remplacées), et le nouveau premier ministre espagnol Zapatero s'est prononcé lors de son investiture pour «une sortie progressive du nucléaire». A cela il faut ajouter tous les pays qui n'ont pas de nucléaire (Italie, Irlande, Portugal, Norvège, Autriche, Grèce, etc.).

La convergence des politiques énergétiques est donc bien engagée et pourrait tout à fait intégrer la France, à condition qu'il s'y tienne enfin... un débat sérieux sur le nucléaire ! Le nouveau Ministre de l'Économie est d'ores et déjà isolé et marginalisé par rapport à ses collègues européens.

Notons aussi que le dogmatisme libéral de Nicolas Sarkozy devrait le détourner du nucléaire car ce dernier nécessite des investissements gigantesques pour des retours sur investissements à très long terme. Mais, bien que présenté comme apte à relever tous les défis, le nouveau ministre de l'Économie a plié aussi vite que ses prédécesseurs devant le lobby nucléaire. Le mythe Sarkozy s'évanouit sur la question de l'énergie... tout comme le parc nucléaire français sous le canicule de l'été dernier.

Il reste à la population à se mobiliser pour refuser la fuite en avant que constituerait la relance du nucléaire.

Changements climatiques : équité et solidarité internationale

Les changements climatiques et leur cortège de catastrophes «naturelles» (sécheresses, inondations, tempêtes, etc.) sont aujourd'hui perçus par l'opinion publique comme une menace écologique majeure.

À l'échelle mondiale, 200 millions de personnes sont touchées en moyenne chaque année par ces désastres. Il est aujourd'hui reconnu par la communauté internationale qu'une partie croissante de ces catastrophes est la conséquence du réchauffement de l'atmosphère, lui-même provoqué par l'accroissement des émissions de gaz à effet de serre issus des activités humaines.

Si nos sociétés industrialisées du Nord sont historiquement responsables de ce phénomène, force est de constater que les victimes présentes et futures de ces catastrophes sont principalement les populations des pays du Sud. Le réchauffement de la planète y aggrave des situations déjà précaires, tant du point de vue de la sécurité alimentaire, de la santé et de l'habitat que de celui de l'accès à l'eau et à l'énergie.

Insuffler le principe d'équité dans un guide traitant des changements climatiques nous apparaît comme fondamental et urgent. Les processus sont déjà amorcés depuis des décennies et les impacts ne cessent de s'aggraver. C'est un enjeu de solidarité internationale, mais également de responsabilité vis-à-vis des générations futures.

Devant l'ampleur des injustices engendrées par les changements climatiques, quatorze associations de solidarité internationale et de protection de l'environnement ont mis leur énergie et leur compétence en commun. Ce guide, coordonné par le Réseau Action Climat, a pour objectif de vous faire partager leur analyse globale et de vous apporter les éléments clés pour comprendre et agir.

Guide «Changements climatiques : équité et solidarité internationale» (43 pages, couleur). Unité : 5 euros (frais de port compris).

A commander au Réseau «Sortir du nucléaire» -9, rue Dumenge, 69317 Lyon Cedex 04 - Chèque à l'ordre de «Sortir du nucléaire».

Stéphane Lhomme

(*) Sources : Global chance, 2003